

Relations Israël - Russie : alliance ou défiance ?

dimanche 16 décembre 2012, par [Salomé STOIKOVITCH](#)

Citer cet article / To cite this version :

[Salomé STOIKOVITCH](#), **Relations Israël - Russie : alliance ou défiance ?**,

Diploweb.com : la revue géopolitique, 16 décembre 2012.

Hum... Vous semblez apprécier le DIPLOWEB.COM. Nous vous en remercions et vous invitons à participer à sa construction.

Le DIPLOWEB.COM est LE media géopolitique indépendant en accès gratuit, fondé en l'an 2000. Nous vous proposons de participer concrètement à cette réalisation francophone de qualité, lu dans 190 pays. Comment faire ? Nous vous invitons à verser un "pourboire" (tip) à votre convenance via le site <https://fr.tipeee.com/diploweb> . Vous pouvez aussi rédiger un chèque à l'ordre du DIPLOWEB.COM et l'adresser à Diploweb.com, Pierre Verluise, 1 avenue Lamartine, 94300, Vincennes, France. Ou bien encore faire un virement bancaire en demandant un RIB à l'adresse expertise.geopolitique@gmail.com.

Avec 5 000€ par mois, nous pouvons couvrir nos principaux frais de fonctionnement et dégager le temps nécessaire à nos principaux responsables pour qu'ils continuent à travailler sur le DIPLOWEB.COM.

Avec 8 000€ par mois, nous pouvons lancer de nouveaux projets (contenus, événements), voire l'optimisation de la maquette du site web du DIPLOWEB.COM.

Les relations entre Israël et l'Union soviétique, puis la Fédération de Russie, sont d'une grande complexité et depuis toujours partagées entre des dynamiques contradictoires, démontre Salomé Stoikovitch. Les rapports bilatéraux sont ainsi orientés tantôt vers la coopération, tantôt vers la confrontation. En 1991, les relations pouvaient à nouveau s'épanouir après une rupture diplomatique qui a éloignés les deux États durant plus de deux décennies. L'année 2011 marquait les vingt ans du rétablissement des relations entre Moscou et Tel Aviv : de nombreux projets communs ont vu le jour et les deux pays ont encore beaucoup à partager, mais le dossier iranien - entre autres - constitue une source de vives tensions. Quel bilan établir vingt ans après la reprise des relations diplomatiques « normales » ? L'auteur présente de manière subtile des relations riches en contradictions.

De la création de l'Etat d'Israël à la chute de l'Union soviétique

EN 1947, l'URSS alors engagée dans la Guerre froide, soutenait la création d'un foyer juif en Palestine, et fut même la première puissance à reconnaître *de jure* l'État d'Israël. Le soutien soviétique aux Juifs de Palestine se concrétisa en 1948 sous forme d'armes livrées par la Tchécoslovaquie sur ordre de J. Staline et s'étendit même à une contribution non négligeable de soldats [1].

Cependant, les relations israélo-soviétiques se sont par la suite détériorées à plusieurs reprises. En effet, le rapprochement d'Israël avec les États-Unis suscita la méfiance des dirigeants russes. De plus, l'entrée de l'État d'Israël au sein des Nations Unies en mai 1949 et les accords d'armistice conclus avec quatre de ses voisins arabes lui permettaient de faire entendre sa voix auprès de la communauté internationale. Le soutien politique soviétique, essentiel en 1948, était donc devenu moins nécessaire.

La crise de Suez, en 1956, puis la guerre des Six Jours, en 1967, scellaient, dans une logique de confrontation Est-Ouest, la ligne politique pro-arabe adoptée par l'URSS. L'intérêt soviétique pour le Moyen-Orient tint alors à la position stratégique de la région permettant l'accès aux mers chaudes ainsi qu'à d'abondantes sources d'approvisionnement en pétrole. Les relations bilatérales souffraient d'une profonde défiance réciproque : l'année 1967 marquait la rupture diplomatique, l'interdiction de l'émigration des Juifs soviétiques et le début du soutien soviétique aux mouvements nationalistes et terroristes palestiniens de Cisjordanie et de Gaza.

Depuis 1991, [la nouvelle Russie](#) s'est retrouvée dans la nécessité de réévaluer sa stratégie au Moyen-Orient, de s'entendre avec toutes les parties et de ne pas jouer contre l'État hébreu, mais avec lui. La coopération renforcée entre les deux États depuis ces dernières années semble donc poursuivre la ligne de rapprochement amorcée depuis les années 1990. Cependant, malgré l'émergence d'**intérêts convergents** nouveaux ; de nombreux **désaccords** persistent. Distinguons successivement les intérêts communs (I) et les limites du partenariat (II).

I. DES INTÉRÊTS COMMUNS

Un nouveau départ pour les relations bilatérales ?

Avec [l'effondrement de l'URSS](#) tombait l'idéologie. Les discours officiels n'étaient dès lors plus teintés d'antisémitisme [2] et Israël pouvait à nouveau compter Moscou parmi ses interlocuteurs internationaux. En 1991, la Russie encourageait l'abrogation de la résolution 3379 de l'Assemblée Générale des Nations Unies (qui qualifiait le sionisme de racisme) alors même que l'URSS avait soutenu son adoption en 1975. **Les Juifs soviétiques alors « refuzniks » recouvraient le droit d'émigrer vers la Terre promise.** En accueillant les trois quarts des Juifs soviétiques, l'État hébreu était la première destination de cette émigration massive : cette arrivée constituait un vaste capital humain et un vivier de main d'œuvre qualifiée. En Russie, les autorités ont aussi activement coopéré avec les organisations juives dans diverses actions : retour de la propriété religieuse, développement du système d'éducation religieuse et distribution de nourriture *casher*. Le *Congrès des Juifs de Russie* avait pour mission de faire renaître le judaïsme chez des Juifs russes « déconfessionnalisés ».

Grâce au dialogue qu'elle entretenait désormais avec Israël, la Russie s'est trouvée investie dans la résolution du conflit. D'abord de concert avec [les États-Unis](#), Moscou s'est peu à peu distinguée en apparaissant comme un médiateur à part entière. La présence des Russes aux conférences de Madrid en octobre 1991 et d'Oslo en septembre 1993 révélait cette tendance multilatérale leur conférant un rôle fondamental dans les négociations internationales. Les Israéliens reconnaissant aussi la nécessité d'un dialogue avec les entités palestiniennes, la Russie apparaît pour eux comme un « intermédiaire utile » [3]. Il s'agit pour Israël de « montrer à Washington qu'il ne met plus tous ses œufs dans le même panier » [4] et que l'allié russe est également concerné par les données du jeu au Moyen-Orient. Malgré la tendance traditionnellement pro-arabe de la politique étrangère russe, la présidence de Vladimir Poutine (2000-2008 ; 2012-) a inauguré une **politique d'équidistance** partagée entre son allié israélien et ses autres alliés de la région. En s'investissant dans l'effort de paix au Moyen-Orient, la Russie compte aussi rivaliser avec la puissance américaine [5]. **Les Russes espèrent non seulement être là où sont les États-Unis mais également - comme le prouve leur dialogue avec le Hamas - les devancer là où ils demeurent absents.**

Aujourd'hui, plus d'1,2 million d'Israéliens sur une population de 7,3 millions d'habitants sont russophones, soit **20% de la population totale**. « Unis par une communauté de destin » [6], ces Russes ont préservé leur culture en créant leurs propres structures communautaires : magasins, chaînes télévisées, journaux... Ils continuent à parler le russe en Israël et y développent même un enseignement dans la langue. Dès leur arrivée, ils ont aussi constitué une force électorale considérable qui a même pu impulser ou au contraire ralentir l'effort de paix des différents gouvernements au pouvoir. **L'émergence de « partis russes » aux revendications nationalistes**, tels que *Israel Ba Aliyah* et *Israel Beiteinu*, traduit leur réticence quant à des concessions aux autorités palestiniennes. **Preuve de leur intransigeance, de nombreux Russes peuplent les colonies israéliennes de Cisjordanie.**

La visite officielle en Russie est devenue un passage quasi incontournable pour tout dirigeant israélien soucieux de s'attirer l'électorat russophone dont les voix sont réellement

déterminantes dans l'issue des élections en Israël. Les responsables politiques russes semblent quant à eux désireux de rencontrer leurs homologues israéliens à la fois pour saluer les Russes d'Israël mais aussi pour encourager la signature de nouveaux contrats au service des intérêts russes. L'ancienne élite technique et scientifique juive soviétique a constitué un indéniable moteur à la croissance économique israélienne. Très représentés dans les métiers de la technologie de pointe, les Russes ont apporté un savoir-faire qui a consolidé le potentiel d'excellence d'Israël dans le domaine. **Ces Israéliens d'origine russe représentent d'ailleurs un véritable « pont économique entre les deux pays » [7].**

Russes et Israéliens ont donc cherché à renforcer leur coopération malgré certains points de divergences qu'ils sont parvenus à dépasser, comme dans le domaine économique : les Israéliens convoitent en partie les diamants bruts venant de Russie, tandis que les Russes sont intéressés par la technologie de pointe israélienne. Les deux États ont signé plusieurs accords commerciaux depuis 1993 tandis qu'une Chambre israélo-russe du commerce et de l'industrie incite au développement de partenariats. Certains **oligarques** possèdent la double nationalité israélo-russe, alimentant ainsi les échanges entre leurs deux patries. Ces hommes d'affaires ayant bénéficié de l'ouverture et de la politique de privatisation d'entreprises publiques en Russie, côtoient souvent les cercles du pouvoir, comme Roman Abramovitch qui fut gouverneur de la région de Tchoukotka et même honoré d'une distinction par [V. Poutine](#). En 2008, l'abolition du régime des visas entre les deux États contribuait également à développer les échanges. Depuis, les deux pays ne cessent d'alimenter des projets communs, comme une coopération entre entrepreneurs israéliens et russes dans la préparation des Jeux Olympiques de Sotchi en 2014.

Le Kremlin a également convoité la communauté juive qui est devenue un outil d'influence et un relais pour les relations israélo-russes. Certains représentants religieux en Russie sont personnellement proches de V. Poutine. C'est le cas du rabbin Berl Lazare, qui, au début des années 2000 a été imposé à la tête du grand rabbinat russe. Ce rabbin s'avère porteur d'un **judaïsme politique**, il est même en quelque sorte **un outil de politique étrangère russe**. Il a ainsi participé à l'ouverture en 2010 d'une synagogue dans le Daguestan, République du Caucase Nord. L'action de l'ONG russe *Congrès mondial des Juifs russophones* (CMJR) prouve l'intérêt que porte la Russie envers la communauté juive. Suite au conflit opposant la Russie à la Géorgie en 2008, le CMJR s'est montré favorable à l'idée d'établir un tribunal pénal international pour l'Ossétie du Sud dans le but de juger les responsables politiques et militaires géorgiens. En avançant l'accusation de génocide des Ossètes par les Géorgiens, l'ONG rappelait les crimes perpétrés par le passé, à l'encontre des Juifs, pour justifier sa position en faveur de la Russie.

La question sécuritaire et la coopération technologique

La compréhension mutuelle des menaces et enjeux liés à [la sécurité a mené Israël](#) et la Russie à développer leur partenariat dans les domaines sécuritaires et technologiques. Les deux États se sont ainsi engagés dans une **lutte commune contre le terrorisme islamiste** qui met en péril la stabilité et la pérennité de leur territoire. Sous la présidence de Boris Eltsine déjà, des agents du Mossad rencontraient secrètement les Russes au Kremlin. Les Israéliens ont créé en 1996 un *Institut de Contre-Terrorisme* (ICT) à l'Université IDC d'Herzliya, forum annuel auquel participe régulièrement une délégation russe. Les dirigeants israéliens et russes ont opéré

certain rapprochements : le problème tchéchène a souvent été rapporté à la question palestinienne. En 2005, des experts israéliens et russes élaboraient conjointement un plan pour une barrière de sécurité en Tchétchénie, sur le modèle israélien. Des unités russes ont même été formées aux techniques israéliennes dans le domaine du contre-terrorisme, notamment auprès d'officiers israéliens du *Shin Bet*. Si les deux États mènent la guerre contre un même ennemi, les enjeux diffèrent cependant : il s'agit surtout pour la Russie de sécuriser le Caucase du Nord, tandis qu'il en va de la survie même de l'État hébreu.

Les deux États ont aussi développé une étroite coopération militaire, notamment depuis un accord passé entre leurs industries de défense en 1995 et renouvelé en 2000. Ainsi, ils ont collaboré dans de nombreux projets communs concernant principalement les missiles et l'électronique militaire. **Israël a même espéré que le transfert d'une part de sa technologie aux Russes pouvait les détourner de vendre des armes à la Syrie.** Suite à la guerre contre la Géorgie en 2008, les Russes manifestaient leur volonté de moderniser leurs équipements et leur intention d'investir dans du matériel militaire israélien : plusieurs contrats ont été conclus avec *Israel Aerospace Industries*. L'aviation russe a opté pour des systèmes de navigation israéliens, réputés pour leur performance et aurait également envisagé d'installer des lasers russes sur les drones israéliens. Les deux pays ont également entretenu des relations privilégiées avec la Chine et l'Inde et concrétisé certains projets israélo-russes dans le domaine spatial. L'Agence spatiale russe *Roscosmos* effectuait en 2011 le lancement du nouveau satellite israélien *Amos-5*, à partir du Baïkonour.

Depuis les années 2000, Israël et la Russie ont développé un partenariat dans le domaine énergétique. De fait, **la dépendance d'Israël envers les hydrocarbures russes s'est progressivement accrue.** Un accord israélo-russe permettait de reprendre le tracé de l'oléoduc *Eilat-Ashkelon* et donc d'éviter le passage par le canal de Suez. Le géant gazier *Gazprom* passait alors un accord d'approvisionnement avec Israël prévoyant d'augmenter les importations de 25% d'ici 2025. La découverte de champs gaziers au large d'Israël tels que *Tamar*, *Léviathan* et plus récemment, le gisement *Sarah et Myra* remettait en cause les futures exportations de pétrole russe vers Israël, mais a également motivé les Russes à investir dans le marché énergétique israélien.

II. LES LIMITES DU PARTENARIAT

Malgré une coopération renforcée, certaines pierres d'achoppement continuent à les opposer. Les deux États semblent perplexes devant les choix de leurs partenaires respectifs. C'est pourquoi chacun d'eux tente d'assurer ses arrières : **Israël garde toujours un temps d'avance sur la technologie**, afin de garantir sa supériorité face aux pays voisins ; la Russie cherche à conserver tous ses alliés au Moyen-Orient. L'armement est devenu l'objet de tensions et de concurrence stratégique et économique entre Israël et la Russie.

Divergences et tensions

Les relations diplomatiques entretenues par la Russie avec les ennemis déclarés de l'État hébreu, ont largement suscité la méfiance des Israéliens. Un tournant s'est opéré avec la politique pro-arabe du ministre russe Evguéni Primakov en poste dans les années 1996-1999 [8]. L'État hébreu craint dès lors que la livraison de systèmes de défense aériens et

de missiles à l'**Iran** et à la **Syrie** puisse passer ensuite entre les mains d'organisations qui combattent directement Israël. Si la coopération militaire avec les pays du monde arabe et du Golfe persique a surtout constitué de nouveaux débouchés pour le complexe militaro-industriel russe, elle a pu aller à l'encontre de la sécurité d'Israël. L'État hébreu ne peut concevoir la coopération de la Russie avec l'axe syro-iranien qui, dans la négation permanente d'Israël, en appelle à la destruction de « l'entité sioniste ». Pourtant, au Conseil de sécurité de l'ONU, Moscou a cherché à plusieurs reprises à défendre ses alliés contre les mesures voulues par la communauté internationale.

Le soutien russe avéré au [projet nucléaire iranien](#) a ainsi entaché les relations bilatérales. Outre sa contribution à la construction du réacteur de Bushehr depuis un accord conclu en 1995, la Russie aurait également livré à l'Iran de nombreux équipements militaires (chars d'assaut, véhicules blindés et systèmes anti-aériens). Dans le domaine énergétique, les deux pays ont aussi coopéré et en 2001, l'Iran et la Russie ont fondé, avec le Qatar, le *Forum des pays exportateurs de gaz*. Les sociétés russes *Loukoïl*, *Rosoboronexport* et *Gazprom* notamment, ont alors investi dans divers projets iraniens. L'arrivée de Mahmoud Ahmadinedjad - aux positions anti-américaines - à la présidence de l'Iran en 2005 aurait été favorablement accueillie par Moscou. D'ailleurs, les Russes - aux côtés des Chinois - permettaient aux Iraniens de disposer du statut d'observateur au sein de *l'Organisation de coopération de Shanghai*. **La Russie s'est aussi rapprochée de la Syrie depuis 2005** et le règlement du différend lié à la dette syrienne. Le Kremlin aidait non seulement l'armée syrienne à se moderniser mais fournissait à Damas des missiles balistiques capables d'atteindre la base nucléaire de Dimona en Israël. Lors de la guerre du Liban en 2006, les Israéliens ont accusé les Syriens d'avoir doté le Hezbollah des missiles antichars qui ont endommagé de nombreux blindés.

De fait, les partenaires de Moscou - l'Iran et [la Syrie](#) - soutiennent largement les activités politiques et militaires du Hezbollah et du Hamas. **La Russie est le seul État du Quartet à s'entretenir ouvertement avec des organisations que les autres membres qualifient de « terroristes »** : ni [le Hamas](#), ni le Hezbollah ne figurent dans la liste noire publiée par Moscou en 2006. Mais les Russes verraient ces liens comme un moyen de conserver un certain contrôle sur les activités terroristes et peut-être obtenir les garanties que ces organisations n'agiraient pas de pair avec les rebelles du Caucase Nord. Au milieu des années 1990, les services de renseignement russes auraient renoué contact - à travers l'ambassade russe de Beyrouth - avec le **Hezbollah**. Après le conflit de 2006, la Russie refusa de participer à la formation du contingent militaire (FINUL) formé par l'ONU, préférant alors envoyer sa propre assistance humanitaire, force militaire par ailleurs susceptible d'asseoir l'influence de Moscou. En 2009, l'implication du FSB aurait été décisive dans le démantèlement du Mossad au Liban.

La Russie s'est également entretenue avec le **Hamas** en lui reconnaissant un pouvoir légitime de représentant du peuple palestinien à Gaza. Pourtant dans sa charte, le Hamas évoque la destruction de l'État d'Israël, l'instauration d'un régime islamique palestinien et pour atteindre ses objectifs politiques, n'a pas hésité à prôner une action armée à l'encontre des civils israéliens. En avril 2004, certains dirigeants russes ont vivement critiqué l'assassinat, perpétré par Israël, du leader du Hamas Ahmed Yassine. Suite à la victoire du Hamas face au Fatah de M. Abbas aux élections parlementaires début 2006, une délégation de l'organisation était accueillie à Moscou afin d'impulser le processus de paix israélo-palestinien et d'en discuter avec le parti nouvellement majoritaire. Mais les espoirs du Kremlin de voir Fatah et Hamas

former un gouvernement d'unité nationale dépassant les clivages furent vains : l'offensive du Hamas à Gaza en juin 2007 scindait les territoires palestiniens en deux entités contrôlées par des partis rivaux. En vue des élections générales, Fatah et Hamas renouaient cependant en mai 2011 et les deux factions saluaient le rôle important de la Russie dans la réconciliation inter-palestinienne [9].

Par ailleurs, le Kremlin a développé une relation cordiale avec l'**Autorité palestinienne** dès sa création en 1993, parfois même au détriment de ses rapports avec l'État hébreu. Le soutien à la cause palestinienne s'est effectué sans interruption et dans la continuité du soutien apporté par l'Union soviétique aux organisations palestiniennes. M. Arafat effectuait régulièrement des visites à Moscou jusqu'à 2001, de même que son successeur M. Abbas. Depuis l'arrivée au pouvoir de V. Poutine, la Russie a souvent voté contre Israël pour condamner à l'ONU ses actions dans les territoires palestiniens. Suite au verdict de la Cour internationale de Justice en juillet 2004, les Russes dénonçaient le mur de séparation construit par les Israéliens comme étant contraire au droit international. En septembre 2011, la Russie déclarait qu'elle soutiendrait l'adhésion de la Palestine à l'ONU et en octobre, la Palestine devenait membre de l'UNESCO avec 107 voix favorables dont celle de la Russie. La reprise de la construction de colonies juives à Jérusalem-Est serait perçue par les autorités russes comme « une sorte de punition pour les tentatives [de la Palestine] de rejoindre l'ONU » [10].

Mais les rapports qu'entretient Israël avec son allié américain d'une part, et « l'étranger proche » de la Russie d'autre part, s'opèrent aussi parfois au détriment du partenariat israélo-russe. Pour l'État hébreu, l'assistance militaire des **États-Unis** s'est avérée nécessaire afin de renforcer son assise dans une région qui lui est largement hostile. Le soutien américain à Tel-Aviv s'est démontré à plusieurs reprises : livraisons d'armement lors de la guerre du Golfe en 1991, présence de la Sixième flotte dans le port de Haïfa, subventions à la recherche-développement. En 2011, outre les 3 milliards de dollars annuellement transférés à l'État hébreu, Washington versait 415 millions de dollars pour la R&D de projets de défense israélo-américain, dont plus de la moitié destinée à financer le projet du « dôme de fer ». Israël s'est également rapproché de la **Géorgie** en livrant non seulement des équipements militaires (drones et modernisation de chasseurs bombardiers) mais aussi en organisant des entraînements pour les soldats géorgiens et en les conseillant pour l'établissement d'unités d'élite, sur le modèle de *Sayeret Matkal* en Israël. Cette coopération militaire israélo-géorgienne aurait été impulsée grâce aux liens privilégiés qui unissent les deux nations : l'immigration de Géorgiens en Israël et leurs activités au sein de l'industrie de l'armement a facilité le transfert d'armes israéliennes vers la Géorgie, de même que la présence d'hommes politiques proches d'Israël à des postes clés du gouvernement géorgien, comme le premier ministre Temour Yakobachvili. **Lors de la guerre de Géorgie en 2008, la Russie accusa Israël d'avoir porté assistance aux Géorgiens.** Les forces russes auraient alors abattu plusieurs drones géorgiens et également bombardé la zone à proximité de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC), par ailleurs financé par Washington et utilisé par Israël afin d'amoinrir sa dépendance énergétique envers l'industrie pétrolière russe. Les Israéliens auraient également conclu un accord avec Tbilissi afin d'utiliser les couloirs aériens dans l'éventualité d'une attaque préventive contre les installations nucléaires iraniennes.

Moscou et Tel-Aviv ont exercé des pressions respectives afin de limiter le transfert d'équipement militaire vers des zones sensibles pour chacun des deux pays. La Russie aurait ainsi renoncé à honorer plusieurs contrats, comme la livraison à l'Iran du système de

défense aérien S-300, tandis qu'Israël suspendait ses livraisons à l'armée géorgienne. Pourtant, malgré le chantage exercé par l'État hébreu pour obtenir l'annulation de la vente aux [Syriens](#), **Moscou a continué de fournir en armes le régime de Damas, bien qu'il soit contesté depuis 2011**. La technologie israélienne est quant à elle de plus en plus sollicitée, y compris par l'Azerbaïdjan, ce qui n'est pas sans déplaire à Moscou. Bakou permettrait en échange aux services de renseignement israéliens d'opérer librement sur son territoire, ce qui inclut l'enclave de Nakhitchevan à la frontière iranienne. Mais, plusieurs projets israélo-russes dans le domaine militaire n'ont pas abouti car Washington a cherché à les faire avorter pour ne pas compromettre la suprématie américaine sur le marché de l'armement. Un projet commun visant à investir sur le marché turc a ainsi échoué, avant même la rupture diplomatique de 2010 entre Ankara et Tel-Aviv.

Les Russes d'Israël et les Juifs de Russie : un défi pour leurs pays respectifs ?

Si le rapprochement effectué entre les deux peuples est indéniable, il n'en demeure pas moins certains obstacles. Les Russes israéliens ont connu une difficile intégration socio-économique et ont souvent été victimes de stéréotypes ancrés au sein de la société israélienne, ce qui a pu encourager leur communautarisme. De nombreux immigrants ont perdu leur statut socio-professionnel car leurs qualifications ne correspondaient pas toujours aux besoins de la société israélienne. Après vingt ans passés en Israël et les difficultés relatives aux premières années suivant l'*aliyah*, les Russes israéliens sont aujourd'hui encore confrontés au chômage, à la déqualification et perçoivent souvent des salaires moins élevés que les Israéliens installés avant eux.

Le maintien de leurs traditions et le repli communautaire caractérisant l'immigration russe en Israël ont été perçus par la société d'accueil comme un manque d'intégration. D'ailleurs, beaucoup de Russes arrivés adultes en Israël n'ont pas ou peu appris l'hébreu et n'ont peut-être pas trouvé nécessaire d'apprendre la langue d'un pays qui accueillait massivement des russophones. Le problème d'intégration dans l'économie du pays fait naître chez les immigrants un **sentiment d'exclusion**, l'impression d'être passés à côté du rêve associé à leur *aliyah* et un mauvais a priori pouvant dissuader les Juifs restés en Russie d'émigrer vers Israël. De nombreux Russes choisiraient même de quitter Israël pour retourner dans leur pays d'origine, où ils espèrent certainement trouver davantage d'opportunités.

De plus, certaines communautés ultra-orthodoxes remettent en cause la judéité des Russes d'Israël et critiquent leur pratique d'un « judaïsme laïque ». Leur expérience du communisme qui les a acculturés a souvent joué contre eux en Israël, leur « russité » prenant parfois le pas sur leur judéité. L'immigration massive des Russes a aussi fait venir, à travers les mariages mixtes, de nombreux non-Juifs. Si certains d'entre eux n'étaient pas juifs selon la *Halakha* (Loi juive), le gouvernement aurait néanmoins fermé les yeux devant l'atout démographique qu'ils représentaient. Mais certains partis politiques religieux - comme le parti *Shas* - craignant une « laïcisation » d'Israël, ont cherché à limiter cette immigration. Les lieux communs auxquels les Russes sont associés révèlent plus généralement l'image que se font les Israéliens de la Russie, perçue comme un pays qui viole les droits de l'Homme et où la corruption fait rage. L'**affaire Mikhaïl Khodorkovsky** en est l'exemple le plus éloquent. D'ailleurs, la question des oligarques reste une question épineuse ; l'État hébreu ayant refusé d'extrader les oligarques

recherchés par la justice russe et qui ont trouvé refuge en Israël. Certains d'entre eux entretiendraient cependant des liens étroits avec les milieux mafieux : Israël craint dès lors que ces réseaux organisés n'alimentent les cellules terroristes.

Tandis que les affaires dans lesquelles certains oligarques sont impliqués ont largement indigné l'opinion publique russe, l'**antisémitisme** reste une réalité en Russie. Il s'agit pour Israël parfois de pair avec les États-Unis, de faire pression sur le Kremlin afin qu'il prenne les mesures nécessaires pour lutter contre l'antisémitisme. Mais les ONG de défense contre l'antisémitisme ont été accusées d'être des outils aux mains des Américains pour infiltrer la Russie : elles ont ainsi été démantelées suite à la loi voulue par V. Poutine en 2005. Le mouvement national-patriotique orthodoxe *Pamyat*, a souvent ravivé l'idée d'un « complot judéo-maçonnique » contre la Russie. En 2006, le mouvement effectuait un retour grandiloquent en participant à la « Marche russe » organisée le 4 novembre, jour de l'unité nationale, en brandissant des symboles nazis. Généralement, les temps de crises économiques réveillent les anciens stéréotypes associant les Juifs à l'argent. D'ailleurs, de nombreux oligarques se sont présentés comme des victimes de l'antisémitisme d'État et plus largement de la société russe. En décembre 2010 avait lieu en plein centre de Moscou, un des plus grands rassemblements xénophobes de ces dernières années, au cours duquel des manifestants ont scandé « A bas le gouvernement juif ! ». Pourtant, certains récusent toute forme d'antisémitisme pour justifier les foudres du pouvoir contre les oligarques : le rabbin Berl Lazare proche de Poutine nie toute allégation concernant l'existence d'un antisémitisme d'État et loue même le rôle du Président en faveur des Juifs de Russie. Des contradictions subsistent cependant : la Russie décorait, début 2012, un écrivain syrien qui aurait proféré des propos antisémites, suscitant l'indignation de la communauté juive.

Conclusion

[Israéliens](#) et Russes partagent de nombreux intérêts communs liés au commerce, à la sécurité ainsi qu'aux rapports entre leurs peuples. Mais, ces mêmes domaines sont également objets de discorde : c'est ici que la relation israélo-russe trouve ses limites. Les deux pays ont également cherché à développer d'autres partenariats : Moscou souhaite dialoguer avec l'ensemble des acteurs au Moyen-Orient afin d'asseoir son influence, tandis que Tel Aviv cherche à conserver son allié américain ainsi qu'à développer de nouveaux partenariats notamment dans le Caucase, afin d'encercler l'Iran.

Pour l'instant, les relations sont vouées à perdurer voire se renforcer, notamment parce que **de nombreux russophones sont à des postes clés du gouvernement israélien**. Des liens forts sont durablement établis, mais ils doivent être relativisés : sur certains points Israéliens et Russes s'entendent, sur d'autres ils continuent à se défier, s'intimider, et se dissuader mutuellement. Les choix personnels de V. Poutine, réélu Président de la Russie en 2012, sont également susceptibles d'agacer les Israéliens, surtout lorsqu'il s'agit d'engager un dialogue diplomatique avec les pires ennemis de l'État hébreu. D'ailleurs, la « capacité de nuisance », exercée par Moscou à travers son droit de veto au Conseil de sécurité des Nations Unies - afin de préserver la Syrie et l'Iran des sanctions-, exaspère souvent Américains et Israéliens.

Jusqu'où les deux États peuvent-ils s'entendre ? Il existe certains points sur lesquels les responsables respectifs ne sont pas prêts à céder. **Un Iran nucléaire pourrait remettre en cause la suprématie d'Israël ainsi que l'équilibre de la région**. Il s'agit donc d'un sujet

très sensible sur lequel Israël restera intransigeant : [l'État hébreu](#) cherche à tout prix à empêcher une éventuelle escalade nucléaire au Moyen-Orient. La Russie quant à elle, ne veut pas laisser les États-Unis - et leur fidèle allié -, définir l'évolution de la région puisqu'elle compte bien être un des acteurs décisionnaires. L'hypothèse d'une frappe israélienne sur l'Iran pourrait envenimer les relations voire profondément les altérer.

La réalité semble dominée par un **pragmatisme partagé** [11] : la nécessité de ne pas s'affronter les pousserait à s'entendre. Les relations israélo-russes restent cependant motivées par une « **diplomatie du marchandage** » [12] : Moscou et Tel Aviv ont trouvé, à travers leurs alliances, un moyen de pression sur leurs positions respectives. Dès lors, **la relation israélo-russe définirait elle-même les limites que chacun ne peut dépasser s'il veut éviter la crise diplomatique.**

Copyright Décembre 2012- Stoikovitch/ Diploweb.com

Plus sur *Diploweb*

. Voir tous les [articles sur le Moyen-Orient](#)

. Voir toutes les [cartes sur l'Afrique et le Moyen-Orient](#)

P.-S.

Étudiante en Master Relations Internationales à l'Institut d'études politiques d'Aix en Provence, Salomé Stoikovitch a soutenu en mars 2012 un mémoire intitulé « Les relations entre Israël et la Russie : alliance ou défiance ? ».

Notes

[1] RO'I Yaacov, « Soviet-Israeli relations 1947-1954 » dans *The USSR and the Middle East*, COFINO et SHAMIR, 1971, 450 p.

[2] RUCKER Laurent, « Israël, l'Union soviétique et la Russie » dans *L'État d'Israël*, Fayard, 2008, pp. 373-385.

[3] « The Middle East and Russia's New Game », *Independent Media Review Analysis (IMRA)*, 15 février 2006.

[4] RAZOUX Pierre, « Nouvelle donne au Proche Orient », *Revue Politique étrangère*, I.F.R.I, automne 2009.

[5] MAGEN Zvi, *Russia : A New Look at the Peace Process INSS Insight n° 235*, 23 décembre 2010.

[6] DE TINGUY Anne, « Les Russes d'Israël, une minorité très influente », dans Les études du CERI, n°48, décembre 1998.

[7] BOURTMAN Ilya, « Putin's and Russia's Middle East Policy » dans MERIA Journal, vol.10, n°2, 2006.

[8] KATZ Mark. N, « Putin's Pro Israel Policy » dans Middle East Quaterly, vol.12, 2005.

[9] « Fatah, Hamas praise Russia's role in reconciliation », RIA Novosti, 24 mai 2011.

[10] « Russia condemns Israel's « revenge » to Palestine », The Voice of Russia, 16 novembre 2011.

[11] RAZOUX Pierre, « Russie-Israël : les clés pour comprendre », Rome, Collège de défense de l'OTAN, « Research paper n°42 », 2008.

[12] La révélation faite en février 2012 par le site WikiLeaks le démontre. Israël aurait informé les Russes des codes secrets afin d'intercepter les systèmes de commande des drones vendus aux Géorgiens, en échange de quoi, la Russie aurait à son tour divulgué les codes des systèmes de défense antiaérien iraniens.